

qui a tenu sa première session aussitôt après le renouvellement de l'accord.

Le prolongement de cet accord souligne l'importance croissante que prennent pour le Canada les échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest. Le commerce canadien avec les pays de l'Europe orientale s'est intensifié dans les deux sens en 1972. Au cours des sept premiers mois de l'année, la valeur des exportations canadiennes vers cette région a plus que doublé par rapport à la période correspondante de 1971, et les importations ont augmenté d'un tiers. En valeur, les quatre cinquièmes des exportations canadiennes pour cette période se composaient de céréales, prépondérance devenue pour ainsi dire traditionnelle. On s'attend, par ailleurs, à ce que les pays d'Europe de l'Est demeurent un important marché pour les grains du Canada. Cependant, dans le cadre d'une expansion générale de notre commerce, il ressort des statistiques de 1972 que

les exportateurs canadiens peuvent compter sur les débouchés offerts par l'Europe orientale non seulement pour les ventes de céréales et de matières premières industrielles, mais aussi pour l'exportation croissante de machines et d'équipement canadiens d'un caractère technique très avancé.

L'expansion constante des relations bilatérales du Canada avec les pays d'Europe de l'Est s'est poursuivie à d'autres égards pendant l'année. D'utiles contacts établis avec la Pologne et la Yougoslavie dans des domaines comme le commerce et le tourisme se sont intensifiés, et nos relations avec la Hongrie ont été marquées par l'ouverture d'une ambassade canadienne à Budapest, sous la direction d'un chargé d'affaires. Puis, à la fin de l'année, le gouvernement a annoncé son intention d'entrer en pourparlers avec la République démocratique allemande en vue de l'établissement de relations diplomatiques.

HÉMISPHERE OCCIDENTAL

Antilles du Commonwealth

En raison de leur commune affiliation au Commonwealth ainsi que des nombreux échanges de personnes entre le Canada et cette région, les relations du Canada avec les Antilles anglophones sont restées étroites. Ces rapports ont connu un renouveau décisif lors de la Conférence Canada-Antilles du Commonwealth, tenue à Ottawa en 1966, au cours de laquelle furent tracés le cadre général et les orientations majeures de nos relations. On a déjà réalisé d'importants progrès dans la mise en œuvre des recommandations de la Conférence, de même que par rapport aux propositions agréées par le gouvernement à la suite de la mission spéciale que le sénateur Paul Martin a dirigée dans cette région en 1970.

A l'heure actuelle, l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne inquiète les Antilles du Commonwealth, dont les produits agricoles trouvent depuis toujours un excellent débouché en Grande-Bretagne. Admissibles à la CEE à titre d'«États associés», elles sont en train de déterminer les modalités d'association

qui correspondraient le mieux à leurs besoins économiques et politiques. Cette dernière question ainsi que l'important problème de la coopération économique régionale étaient à l'ordre du jour de la réunion des chefs de gouvernement des Antilles du Commonwealth, tenue en octobre à Trinité-et-Tobago. Les participants à la Conférence ont décidé, entre autres, de créer en 1973 un Marché commun des Antilles. Étant donné que cette initiative pourrait être de grande conséquence pour le commerce et les investissements canadiens, nos autorités entretiennent des contacts suivis avec les Antilles à ce sujet.

La question du sucre n'est pas encore résolue. Dans son rapport, la Commission des tarifs a proposé de réduire la marge préférentielle dont bénéficient les producteurs antillais, mais le Canada a déclaré aux gouvernements en cause qu'il était disposé à tenir compte de tous commentaires qu'ils aimeraient faire à ce sujet.

Les Antilles du Commonwealth touchent toujours, par tête d'habitant, les plus importantes sommes versées par le Canada au titre de l'aide au développement.